



## Le Covid-19 pourrait condamner les femmes à des décennies de pauvreté :

Les implications de la pandémie du Covid-19 sur les droits et la justice économique pour les femmes et les filles.



## Résumé

Le Covid-19 a provoqué une crise mondiale imprévisible et sans précédent. C'est « un tournant de notre Histoire<sup>1</sup> ». Le Covid-19 touche tout le monde, mais pas dans la même mesure. La pandémie révèle et creuse les profondes inégalités structurelles entre les économies, les systèmes de santé et les sociétés dans le monde. Elle touche de manière dévastatrice et disproportionnée les populations les plus vulnérables, particulièrement celles vivant dans des situations de crise humanitaire et de développement. Des mères célibataires, ouvrières dans des usines de confection de vêtements, perdent leur emploi et, par conséquent, la seule source de revenus de leur foyer<sup>2</sup>, tandis que la pandémie aggrave encore l'insécurité alimentaire<sup>3</sup> d'autres familles. Le Covid-19 fait courir un lourd et terrible danger aux personnes vivant dans des régions où les conflits ont détruit les établissements de santé<sup>4</sup>.

CARE a déjà démontré les effets négatifs du Covid-19, actuels ou à venir, sur les femmes et les filles<sup>5</sup>. Aujourd'hui, alors que les répercussions de la pandémie s'aggravent, CARE attire l'attention sur les effets à court et long termes de la crise sur le bien-être économique des femmes. Tous les individus sont touchés par cette crise, mais les femmes et les filles souffriront davantage. L'impact des crises sanitaires sur l'économie et la finance est extrêmement généré. Dans le monde entier, mais surtout dans les situations de crise humanitaire et de développement, les femmes sont plus susceptibles d'occuper des emplois informels et / ou mal rémunérés ; les premiers à être perturbés pendant les crises sanitaires. Ces emplois n'offrent généralement pas les protections légales et sociales qui pourraient aider à limiter les effets de la crise du Covid-19. De plus, les identités croisées des femmes et des filles et les normes de genre qui restreignent leurs rôles dans la société mettent en évidence le danger que le Covid-19 fait planer sur des années de progrès en faveur des droits et de la justice économique pour les femmes et les filles.

À une époque où une relance économique selon des principes plus équitables est essentielle, investir dans les femmes et leur autonomisation économique est une occasion en or d'accélérer la croissance économique, nécessaire pour reconstruire les systèmes économique et financier. Ces cinq dernières années, des études ont montré qu'investir dans l'égalité des genres peut profiter à l'économie. Si les femmes participaient autant que les hommes à l'économie, leurs activités pourraient produire 28 billions de dollars supplémentaires, c'est-à-dire 26 % du PIB mondial<sup>6</sup>. Selon la Banque mondiale, atteindre l'égalité des genres dans l'emploi compenserait la perte de richesse mondiale à hauteur de 160 billions de dollars<sup>7</sup>.

Il est fondamental que les décideurs et décideuses prennent en compte les besoins et les capacités des populations vulnérables, en particulier les femmes et les filles, et les effets que ces stratégies auront sur elles, au moment de concevoir les plans de relance et la réponse au Covid-19<sup>8</sup>. La pandémie offre aux décideurs et décideuses politiques l'occasion d'élaborer des stratégies socio-économiques plus équitables qui créeront un nouveau modèle de croissance économique, pour le bénéfice des populations marginalisées dans le monde entier. En revanche, s'ils/elles laissent passer cette chance, les répercussions du Covid-19 pourraient aggraver les inégalités existantes et mettre en danger des années de progrès en faveur de l'indépendance économique des femmes. Les leaders politiques et économiques doivent protéger au mieux les travailleurs et travailleuses des économies formelle et informelle ; prendre en compte les besoins et les capacités spécifiques des femmes et des filles ; et garantir que le Covid-19 ne fait pas reculer les progrès en matière de réduction de la pauvreté mondiale et de mise en avant des droits des femmes et des filles.

1 ONU Info, « UN Launches COVID-19 Plan That Could 'Defeat the Virus and Build a Better World' », mars 2020, <https://news.un.org/en/story/2020/03/1060702>.

2 Bain, Marc, « More Than A Million Garment Workers Are Out of Work Because of Coronavirus », Quartz, avril 2020, <https://qz.com/1828541/covid-19-leads-to-one-million-garment-workers-unemployed/>.

3 Programme alimentaire mondial des Nations Unies, « COVID-19 Will Double Number Of People Facing Food Crises Unless Swift Action Is Taken », avril 2020, <https://reliefweb.int/report/world/covid-19-will-double-number-people-facing-food-crises-unless-swift-action-taken>.

4 CARE, « CARE Analysis: Vulnerable Countries Face 3 Times the Risk of COVID-19 Exposure, Yet Have 6 Times Lower Access to Healthcare Services », mars 2020, <https://www.care.org/newsroom/press/press-releases/care-analysis-vulnerable-countries-face-3-times-risk-covid-19-exposure>.

5 Cf. CARE, « Gender Implications of COVID-19 Outbreaks in Development and Humanitarian Settings », mars 2020, <https://reliefweb.int/report/world/gender-implications-covid-19-outbreaks-development-and-humanitarian-settings> ; et CARE, « Global Rapid Gender Analysis for COVID-19 », mars 2020, <https://reliefweb.int/report/world/global-rapid-gender-analysis-covid-19>.

6 McKinsey Global Institute, « The Power of Global Gender Parity Report », 2015, [https://www.mckinsey.com/-/media/McKinsey/Featured%20Insights/Employment%20and%20Growth/How%20advancing%20womens%20equality%20can%20add%2012%20trillion%20to%20global%20growth/MGI%20Power%20of%20parity\\_Executive%20summary\\_September%202015.ashx](https://www.mckinsey.com/-/media/McKinsey/Featured%20Insights/Employment%20and%20Growth/How%20advancing%20womens%20equality%20can%20add%2012%20trillion%20to%20global%20growth/MGI%20Power%20of%20parity_Executive%20summary_September%202015.ashx).

7 Banque mondiale, « Les écarts de revenu entre les hommes et les femmes représentent un manque à gagner de 160 000 milliards de dollars dans le monde », mai 2018, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2018/05/30/globally-countries-lose-160-trillion-in-wealth-due-to-earnings-gaps-between-women-and-men>.

8 Fonds monétaire international (FMI), « Policy Responses to COVID-19 », avril 2020, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responsesto-COVID-19#U>.

Cette crise mondiale appelle une réponse mondiale. Cette note de positionnement explique comment la pandémie impactera les droits et la justice économique pour les femmes en s'appuyant sur les leçons tirées de précédentes crises sanitaires et des années d'expérience de CARE à travailler avec les femmes pour faire progresser leur accès aux ressources et aux opportunités financières et économiques. CARE recommande que les gouvernements, les décideurs et décideuses internationaux et régionaux, les partenaires économiques et le secteur privé placent les femmes et les filles au centre de leur réponse à la crise socio-économique en :

1. **prenant le genre en compte dans la réponse économique**, grâce à une analyse et un suivi genrés de la réponse au Covid-19 et des effets de la pandémie, en incluant des preuves grâce à des données désagrégées par genre, âge et autres facteurs ;
2. **faisant des femmes et des filles une priorité parce que c'est juste et parce qu'elles aident les communautés à rebondir et évoluer**, grâce à des stratégies et des financements de relance économique à court et long termes, en portant une attention particulière sur les femmes pauvres et marginalisées ;
3. **garantissant que les femmes peuvent se faire entendre, ont des postes de pouvoir et sont représentées à égalité avec les hommes dans les processus et les instances de prises de décisions**, et en s'engageant aux côtés des organisations œuvrant pour les droits des femmes, des groupes communautaires et de la société civile pour soutenir leurs efforts en tant que première ligne de défense et instigateurs d'une société post-Covid-19 plus inclusive.

Cette note de positionnement accompagne ces recommandations de suggestions supplémentaires sur la manière de prendre en compte le genre dans des aspects spécifiques du débat sur les droits et la justice économique. CARE les complètera avec des suggestions plus exhaustives pour une relance économique et financière centrée sur les femmes et les filles.

La crise du Covid-19 offre au monde une possibilité de construire des sociétés et des économies plus justes et résilientes, de générer une croissance économique plus équitable et solide et de garantir que nous sommes sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici 2030.

# Introduction

Fin avril 2020, les services de santé ont confirmé plus de 3,2 millions de cas de Covid-19 et plus de 220 000 décès dans 185 pays<sup>9</sup>. Aussi élevés soient-ils, ces chiffres ne rendent pas compte des effets dévastateurs de la pandémie. De nombreux gouvernements ont réagi rapidement et fermement, notamment par des mesures de restriction des déplacements pour des milliards de personnes dans le but d'enrayer la propagation du virus. La réponse à la pandémie a mis un terme à presque tous les déplacements nationaux et internationaux, a fermé les commerces et les écoles et perturbé le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement. Il n'est pas exagéré de dire que le Covid-19 touche tous les aspects de la vie, particulièrement pour les personnes déjà vulnérables et marginalisées, malgré les réponses économiques et financières et les stratégies d'atténuation mises en place par les gouvernements<sup>10</sup>.

Dans le monde, ces effets sont évidents dans la situation des femmes et des filles<sup>11</sup>. La pandémie a révélé et creusé les inégalités structurelles qui lèsent systématiquement les femmes et les filles, particulièrement celles vivant dans des situations de crise humanitaire et de développement. Elles sont impactées de manière disproportionnée par les effets économiques et financiers des crises sanitaires mondiales, car elles occupent la majorité des emplois informels et / ou mal rémunérés et sans protection. Les mesures de stabilisation et de relance ne les toucheront pas non plus de la même manière dans la mesure où les inégalités de genre, ou d'autres sortes, ont des répercussions sur leur accès aux ressources économiques et financières.

Les rapports préliminaires de CARE et l'Analyse Globale Rapide du genre démontrent à quel point la pandémie aggravera la situation des femmes et des filles dans les années à venir<sup>12</sup>. En travaillant avec des partenaires, des organisations œuvrant pour les droits des femmes et les femmes les plus marginalisées pour atteindre l'égalité économique (inclusion financière, travail digne et entrepreneuriat), CARE a appris que là où les femmes et les filles ne peuvent pas participer équitablement, leur santé, leur éducation et leur développement économique sont en danger. Cette note de positionnement se concentre sur les risques du Covid-19 pour l'autonomisation économique des femmes et des filles, en ayant conscience des graves répercussions économiques de la crise.

Les impacts financiers et économiques générés des crises sanitaires risquent de faire disparaître des progrès durement acquis en matière de droits et de justice économique pour les femmes et les filles. Ces effets inégaux se manifestent de plusieurs manières :

- **Les femmes et les filles risquent particulièrement d'être infectées en raison de leurs emplois.** En effet, les femmes détiennent 70 % des emplois dans les domaines du social et de la santé dans le monde, des emplois en première ligne qui augmentent leurs risques de contracter le Covid-19<sup>13</sup>.
- **Les ralentissements économiques impactent plus les femmes et les filles.** Elles sont nombreuses à travailler dans les secteurs les plus touchés par la pandémie : les loisirs, le commerce, le tourisme, le voyage et l'agriculture. Les femmes sont également très représentées dans l'économie informelle et parmi les travailleurs migrants.
- **Les perspectives économiques des femmes et des filles sont réduites.** Par exemple, le fardeau des soins non rémunérés augmente à mesure que diminue l'accès aux moyens d'existence. Et les entrepreneuses ont aussi moins de chance de reconstruire leurs moyens d'existence.

9 Worldometer, « Coronavirus Update », 24 avril 2020, <https://www.worldometers.info/coronavirus/#countries>.

10 FMI, « Policy Responses to COVID-19 », avril 2020, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#U>.

11 11 Cf. CARE, « Gender Implications of COVID-19 Outbreaks in Development and Humanitarian Settings », mars 2020, <https://reliefweb.int/report/world/gender-implications-covid-19-outbreaks-development-and-humanitarian-settings> ; et CARE, « Global Rapid Gender Analysis for COVID-19 », mars 2020, <https://reliefweb.int/report/world/global-rapid-gender-analysis-covid-19>.

12 Ibid. Cela inclut leur accès à l'éducation, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à la santé, aux moyens d'existence et à la protection.

13 Boniol, Mathieu, et al. « Équité femmes-hommes parmi les personnels de santé : une analyse de 104 pays ; Document de travail 1 sur les personnels de santé. » OMS, 2019, <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/311385/WHO-HIS-HWF-Gender-WP1-2019.1-fre.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.



- **L'accès des femmes et des filles aux services financiers diminue.** Un ralentissement économique aura surtout des répercussions sur l'accès à l'inclusion financière ; or, l'accès aux ressources financières sera vital pour surmonter cette crise.
- **L'augmentation des violences basées sur le genre – de tous types – met des vies en danger.** Les femmes et les filles sont plus exposées aux violences domestiques en étant confinées avec leur agresseur, d'autant plus que les difficultés financières et le chômage augmentent les risques de violences<sup>14</sup>.
- **Un manque des voix des femmes et des filles et de leur représentation dans des postes de pouvoir et de prise de décisions est évident** et les normes de genre régressent. Les femmes et les filles sont déjà tenues à l'écart des prises de décisions dans leur foyer, leur communauté et à l'échelle de l'économie. Le Covid-19 pourrait exacerber leur marginalisation.

La corrélation entre les inégalités qui touchent les femmes et les filles, selon leur âge, situation d'handicap, leur ethnie, leur couleur de peau, leur statut migratoire, leurs origines et leur orientation sexuelle, entre autres facteurs, exacerbe davantage ces effets.

Cette crise profondément genrée est aussi l'occasion de reconstruire les systèmes et les sociétés sur des bases plus inclusives pour aider les communautés à atteindre les objectifs de développement durable et l'égalité des genres. Mais, il est impératif d'agir maintenant, pendant que les mesures de relance à court et long termes sont développées et mises en place. La crise du Covid-19 offre aux gouvernements, aux décideurs et décideuses et aux défenseurs et défenseuses des droits des femmes et des filles une chance de s'inspirer des progrès passés pour l'égalité des genres et de créer un nouveau modèle social plus inclusif dans lequel les femmes et les filles ont du pouvoir dans l'économie et la société.

Si les gouvernements nationaux, les organisations internationales et le secteur privé placent l'égalité des genres au cœur de la réponse à court terme et de la relance sur le long terme, ils établiront les fondations du progrès social pour les années à venir. En revanche, s'ils laissent passer cette chance, la crise pourrait aggraver les inégalités existantes et mettre en danger des années de progrès en faveur des droits des femmes et des filles. Si l'impact économique et financier du Covid-19 n'est pas limité en prenant en compte le genre, la crise va coûter des vies, même lorsque ce n'est pas le virus qui en est directement la cause. La relance doit s'organiser autour de l'égalité des genres et s'appuyer sur cette occasion en or qu'est la crise pour reconstruire les sociétés et l'économie de manière plus juste et inclusive.

## Le Covid-19 et l'autonomisation économique des femmes

### Des risques sanitaires plus élevés pour les travailleuses

Les femmes et les filles sont très susceptibles de contracter le Covid-19. Elles sont nombreuses dans les secteurs en première ligne ; une conséquence des normes de genre qui imposent que les femmes et les filles se chargent de la plus grande partie du travail de soin, à l'intérieur et à l'extérieur du foyer. En effet, les femmes et les filles occupent 70 % des emplois dans les domaines du social et de la santé dans le monde<sup>15</sup>. En Chine, dans la province du Hubei, là où la pandémie s'est déclarée, 90 % des infirmiers et plus de 50 % des médecins sont des femmes<sup>16</sup>.

Les femmes et les filles sont aussi très présentes dans d'autres secteurs exposés au Covid-19 : dans le monde, elles représentent la majorité des travailleurs domestiques et du sexe, ainsi que des employés dans la restauration dans certaines régions<sup>17</sup>. Elles sont donc obligées d'être en contact avec d'autres

14 Capaldi, Deborah M., et al, « A Systematic Review of Risk Factors for Intimate Partner Violence », Partner Abuse, Vol. 3(2), avril 2012, <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3384540/>.

15 Boniol, Mathieu, et al. « Équité femmes-hommes parmi les personnels de santé : une analyse de 104 pays ; Document de travail 1 sur les personnels de santé. », OMS, 2019, <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/311385/WHO-HIS-HWF-Gender-WP1-2019.1-fre.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

16 Chen, Aria, « Video of Female Medics in China Having Their Heads Shaved Sparks Backlash Over Propaganda in the Coronavirus Fight », TIME, 21 février 2020, <https://time.com/5788592/weibo-women-coronavirus/>. Pourtant, les femmes et les filles ont moins de chance d'occuper des postes de décisions ou bien rémunérés dans le secteur des soins ; cf. Boniol et al.

17 Cf., par ex., Henriques, Martha, « Why COVID-19 Is Different for Men and Women », BBC, avril 2020, <https://www.bbc.com/future/article/20200409-why-covid-19-is-different-for-men-and-women> ; et Vidal, Elisa Mosler, « Can Data Help Improve Migrant Domestic Workers' Lives? » Migration Data Portal, septembre 2019,

personnes, ce qui augmente le risque de transmission du virus. Par ailleurs, les femmes et les filles qui travaillent dans d'autres secteurs et qui perdent leur emploi à cause de la pandémie devront de plus en plus chercher du travail dans les secteurs à risque dans la mesure où ce sont les seuls qui embaucheront encore, ou seront forcées de travailler dans des secteurs où elles font face à des risques accrus de violences et d'abus, sans protection sociale ni légale<sup>18</sup>.

Comme les ressources de soins sont consacrées à la réponse au Covid-19 aux dépens des soins de santé primaires, l'accès des femmes et des filles aux services de santé sexuelle et reproductive est encore plus restreint que d'habitude. C'est particulièrement vrai pour les femmes et les filles vivant dans des situations de crise humanitaire et de développement, ainsi que pour les migrantes et les réfugiées. Ne pas pouvoir accéder à ces services augmente le risque de grossesses non désirées et de mortalité maternelle<sup>19</sup> et a des effets à long terme sur l'éducation des femmes et des filles et sur leur participation au monde du travail<sup>20</sup>. Sans un accès suffisant aux soins de santé sexuelle et reproductive, les femmes et les filles pourraient souffrir d'une deuxième vague d'exclusion du monde du travail puisque les grossesses alourdissent leur fardeau des soins non rémunérés.

## Lutter pour un travail digne et un salaire juste dans un contexte de chômage en augmentation<sup>21</sup>

Même si certaines femmes et filles pourront peut-être garder leur emploi malgré les répercussions économiques du Covid-19 (et parfois au prix de leur santé, comme indiqué ci-dessus), des millions ont déjà perdu leur emploi, et ce sera le cas de millions d'autres encore. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) estime que le nombre d'emplois perdus d'ici la fin 2020 sera probablement supérieur aux 25 millions qu'elle avait initialement prévus<sup>22</sup>.

Les restrictions de déplacements imposées par les gouvernements mettent en péril les mi-temps, les emplois à la tâche et les travailleurs et travailleuses informels qui n'ont pas de protection sociale et légale dans la plupart des pays. Les travailleurs et travailleuses informels représentent 61 % de la main-d'œuvre mondiale, surtout des femmes dans la plupart des pays. En effet, les femmes et les filles occupent 95 % des emplois informels en Asie et 89 % en Afrique subsaharienne<sup>23</sup>. D'autres secteurs majoritairement féminins, comme la confection de vêtements dans lequel les trois quarts des 60 millions de personnes qui y travaillent sont des femmes, ont été fortement touchés. Rien qu'au Bangladesh, la fermeture des usines de confection de vêtements a privé 1 million de femmes de leur emploi<sup>24</sup>.

Dans le monde, presque 80 % des personnes les plus pauvres, des femmes pour la plupart, vivent en zones rurales et travaillent dans l'agriculture<sup>25</sup>. Les petites propriétaires agricoles ont un accès moins stable à la terre, un contrôle limité des ressources et n'ont souvent pas accès à l'information, ce qui contribue à réduire leur capacité à faire face aux répercussions économiques de la pandémie<sup>26</sup>. Les restrictions de déplacement réduisent encore davantage les possibilités des femmes et des filles de prendre part aux activités

---

<https://migrationdataportal.org/blog/can-data-help-improve-migrant-domestic-workers-live>.

18 WIEGO, « Impact of Public Health Measures on Informal Workers Livelihoods and Health », avril 2020,

[https://www.wiego.org/sites/default/files/resources/file/Impact\\_on\\_livelihoods\\_COVID-19\\_final\\_EN\\_1.pdf](https://www.wiego.org/sites/default/files/resources/file/Impact_on_livelihoods_COVID-19_final_EN_1.pdf).

19 CARE, « Global Rapid Gender Analysis for COVID-19 », mars 2020, <https://reliefweb.int/report/world/global-rapid-gender-analysis-covid-19>.

20 Dans le monde, la participation des femmes (entre 25 et 39 ans) au monde du travail diminue de 10 à 15 % par enfant. Grépin, K.A. and J. Klugma, Investing in Women's Reproductive Health: Closing the Deadly Gap Between What We Know and What We Do, 2013.

21 Le concept central de CARE de « travail digne » se fonde sur l'agenda du travail décent de l'OIT, mais il est plus vaste dans la mesure où il englobe non seulement l'accès à un travail décent, mais aussi le contrôle sur les récompenses de ce type de travail. Pour une discussion plus complète, voir : Boyle, Gerry, « Dignified work – What is it? And why is it crucial for women's economic empowerment? » CARE, novembre 2016, <https://insights.careinternational.org.uk/development-blog/dignified-work-what-is-it-and-why-is-it-crucial-for-women-s-economic-empowerment>.

22 OIT, « Selon l'OIT, près de 25 millions d'emplois dans le monde pourraient être perdus à cause du COVID-19 », mars 2020, [https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\\_738762/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_738762/lang--fr/index.htm).

23 Ibid.

24 Center for Global Workers' Rights, « Abandoned? The Impact of COVID-19 on Workers and Businesses at the Bottom of Global Garment Supply Chains », Penn State, mars 2020, <https://www.workersrights.org/wp-content/uploads/2020/03/Abandoned-Penn-State-WRC-Report-March-27-2020-1.pdf>. Pour plus d'informations sur les effets du Covid-19 sur les ouvrières des usines de confection au Bangladesh, vous pouvez consulter : CARE, « Rapid Analysis: How Are Female Garment Factory Workers During COVID-19 », avril 2020, <http://careevaluations.org/evaluation/rapid-analysis-how-are-female-garment-factory-workers-during-covid-19/>.

25 Banque mondiale, « For Up to 800 Million Rural Poor, A Strong World Bank Commitment to Agriculture », novembre 2014,

<https://www.worldbank.org/en/news/feature/2014/11/12/for-up-to-800-million-rural-poor-a-strong-world-bank-commitment-to-agriculture>.

26 Huyer, Sophia, « Closing the Gender Gap in Agriculture », Gender, Technology and Development 20(2), 2016,

<https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/0971852416643872> ; Duckett, Maryellen Kennedy, « Empowering Female Farmers to Feed the World », National Geographic, <https://www.nationalgeographic.com/culture/2019/03/partner-content-empowering-female-farmers/>.

économiques et créent de nouveaux obstacles à leur accès aux moyens d'existence fondés sur l'agriculture, comme le travail journalier. L'impact du Covid-19 sur les systèmes alimentaires implique que les répercussions économiques sur les moyens d'existence des femmes sont aggravées par l'insécurité alimentaire.



Sri Lanka, ouvrières textiles fabriquant des masques réutilisables contre le Covid-19. Crédit : Chrysalis / CARE

Les travailleuses migrantes, y compris celles qui prennent en charge les soins et travaux domestiques, sont également susceptibles d'affronter de sérieuses conséquences économiques<sup>27</sup>. Les restrictions de déplacement et la xénophobie peuvent limiter les offres d'emploi, les empêchant de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, tandis que les relations de pouvoir déséquilibrées entre les travailleuses et les patrons les exposent à des risques supplémentaires<sup>28</sup>. Face à ces risques, les travailleuses domestiques ne sont pas du tout protégées : seulement 10 % d'entre elles sont couvertes par le droit du travail comme les autres travailleurs<sup>29</sup>.

Le Covid-19 va sûrement aggraver les inégalités du système économique, comme le constant écart salarial entre les hommes et les femmes, d'environ 16 % aujourd'hui dans le monde<sup>30</sup>. Cet écart est susceptible de se creuser puisque les femmes et les filles, concentrées dans les emplois mal rémunérés, sacrifient leur emploi pour s'occuper de leur entourage, que les emplois informels et / ou mal rémunérés se raréfient et que la concurrence augmente tandis que le nombre de postes diminue. Cela aura un impact durable sur la carrière et les salaires des femmes et des filles<sup>31</sup>.

27 CARE, « Gender Implications of COVID-19 Outbreaks in Development and Humanitarian Settings », mars 2020, <https://reliefweb.int/report/world/gender-implications-covid-19-outbreaks-development-and-humanitarian-settings>.

28 Wenham, Clare, Julia Smith, & Rosemary Morgan, « COVID-19: The Gendered Impacts Of The Outbreak », The Lancet, mars 2020, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(20\)30526-2/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)30526-2/fulltext) ; Kathleen.F, « Migrant Workers NGO Voices Over Impact Of COVID-19 Outbreak On Rights Of Migrant Workers », The Online Citizen, février 2020, <https://www.theonlinecitizen.com/2020/02/24/migrantworkers-ngo-voices-over-impact-of-covid-19-outbreak-on-rights-of-migrant-workers/>.

29 OIT, « Un travail décent pour les travailleurs domestiques », juin 2016, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms\\_495183.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_495183.pdf).

30 OIT, « Rapport mondial sur les salaires 2018/2019 Quelles sont les causes des écarts salariaux entre hommes et femmes ? », novembre 2018, [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_650650.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_650650.pdf).

31 Whaley, Natelege, « 3 Long-term Effects the Gender Pay Gap has on Women », Mic, avril 2018, <https://www.mic.com/articles/188833/3-long-termeffects-the-gender-pay-gap-has-on-women#.1jbSlvfwj>.



## Le fardeau des soins non rémunérés s'alourdit

Le Covid-19 souligne la véritable valeur des soins et du travail domestique non rémunérés, essentiels pour les familles, les communautés et l'économie. Le travail de soin non rémunéré apporte de la valeur à la société et à l'économie mondiale. On estime qu'il représente 10,8 billions de dollars par an<sup>32</sup>. Mais, dans la majorité des foyers et des communautés, les femmes et les filles se chargent d'une partie inégale des soins et du travail domestique non rémunérés : environ trois fois plus que les hommes<sup>33</sup>. Par conséquent, les chances des femmes et des filles d'occuper un emploi rémunéré, d'avoir accès à l'éducation et de participer à la politique sont significativement réduites, tout comme leur temps de repos et de détente<sup>34</sup>.

À mesure que les gouvernements ferment les écoles et les services de soins pour endiguer la propagation du Covid-19 et que les personnes tombent malades dans leur foyer, le fardeau des soins non rémunérés des femmes et des filles va augmenter rapidement<sup>35</sup>. Elles ont déjà moins de temps que les autres et occupent des emplois peu rémunérés à cause des écarts salariaux, et elles auront encore moins de temps pour elles, y compris pour un travail rémunéré<sup>36</sup>.

## Harcèlement et violences basées sur le genre

Les répercussions économiques de la pandémie contribuent à augmenter les risques d'exposition aux violences basées sur le genre (GBV), comme l'exploitation et les abus sexuels, les violences domestiques, le harcèlement et les mariages forcés d'enfants. Cette « pandémie fantôme » touche les femmes et les filles au travail et dans leur foyer, les empêche de prendre part aux activités économiques et cause des dommages psychologiques et physiques sur le long terme<sup>37</sup>.

Des rapports d'accident suggèrent que la violence et le harcèlement sur le lieu de travail se sont intensifiés pendant la pandémie, incluant des événements liés au Covid-19 : violence contre les travailleuses en première ligne, comme les travailleuses dans le secteur de la santé<sup>38</sup> et les caissières<sup>39</sup>, par exemple. Cette tendance est susceptible de se confirmer à mesure que le ralentissement économique dû à la pandémie s'aggrave. Plus les femmes et les filles perdent leur emploi, moins elles ont d'argent pour se procurer les ressources et les services dont elles ont besoin, plus elles seront forcées de prendre part à des activités dangereuses pour gagner leur vie. Les employeurs, les travailleurs et travailleuses humanitaires ou d'autres personnes disposant de plus de ressources pourraient de plus en plus exploiter les femmes et les filles en échange de biens et de services, une tendance déjà observée pendant les épidémies d'Ebola en Afrique de l'Ouest et en République démocratique du Congo, respectivement en 2014-2016 et 2018-2020<sup>40</sup>.

L'insécurité économique et les difficultés financières accrues augmentent les risques de violences domestiques, dont les violences conjugales<sup>41</sup>. De plus, avec les mesures de contrôle du Covid-19, comme la distanciation sociale et les restrictions de déplacement qui enferment les femmes et les filles avec leur

32 Oxfam, « Celles qui comptent. Reconnaître la contribution considérable des femmes à l'économie pour combattre les inégalités », janvier 2020, <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620928/bp-time-to-care-inequality-200120-en.pdf>.

33 ONU Femmes, « Égalité des sexes : le point sur les droits des femmes 25 ans après Beijing », mars 2020, <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2020/03/womens-rights-in-review>.

34 Patil, Anil, « Why Caregiving Needs To Be 'De-feminized' », White Swan Foundation, <https://www.whiteswanfoundation.org/article/how-the-role-ofcaring-disproportionately-burdens-women/>.

35 CARE, « Global Rapid Gender Analysis for COVID-19 », mars 2020, <https://reliefweb.int/report/world/global-rapid-gender-analysis-covid-19>.

36 Ibid.

37 ONU Femmes, « La violence à l'égard des femmes, cette pandémie fantôme », avril 2020, <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2020/4/statement-ed-phumzile-violence-against-women-during-pandemic>.

38 Fraser, Erika, « Impact of COVID-19 Pandemic on Violence Against Women and Girls », UKAID, mars 2020, <http://www.sddirect.org.uk/media/1881/vawg-helpdesk-284-covid-19-and-vawg.pdf>.

39 Bubola, Emma, « Death of Store Clerk in Italy Highlights Contagion's New Front Line », New York Times, mars 2020, <https://www.nytimes.com/2020/03/25/world/europe/coronavirus-italy-supermarkets.html>.

40 Inter-Agency Steering Committee, « Directives pour l'intégration d'interventions ciblant la violence basée sur le genre dans l'action humanitaire. Réduction des risques, promotion de la résilience et aide au relèvement », 2015, [https://gbvguidelines.org/wp/wp-content/uploads/2015/09/2015-IASC-Gender-based-Violence-Guidelines\\_lo-res.pdf](https://gbvguidelines.org/wp/wp-content/uploads/2015/09/2015-IASC-Gender-based-Violence-Guidelines_lo-res.pdf). Voir également : Risso-Gill, Isabelle et Leah Finnegan, « Children's Ebola Recovery Assessment: Sierra Leone », Save the Children, World Vision International, Plan International, UNICEF, mars 2015, <https://plan-international.org/publications/childrens-ebola-recovery-assessment> ; Holt, Kate, and Rebecca Ratcliffe, « Ebola Vaccine Offered In Exchange For Sex, Congo Taskforce Meeting Told », The Guardian, février 2019, <https://www.theguardian.com/globaldevelopment/2019/feb/12/ebola-vaccine-offered-in-exchange-for-sex-say-women-in-congo-drc>.

41 Capaldi, Deborah M., et al, « A Systematic Review of Risk Factors for Intimate Partner Violence », Partner Abuse, 3(2), <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3384540/>.



agresseur et les empêchent de chercher de l'aide, les taux de violences domestiques se sont envolés<sup>42</sup>. Ces dernières semaines, les appels aux lignes d'urgence pour les violences domestiques ont augmenté de 30 % à Chypre et de 33 % à Singapour<sup>43</sup>. Il a été démontré que les tensions liées au fait de vivre une crise humanitaire augmentent les risques de GBV, ce qui aggrave encore la situation des femmes et de filles vivant dans ces contextes<sup>44</sup>.



*Une femme travaillant dans la construction au Cambodge. Crédit : Charles Fox / CARE*

L'instabilité économique causée par le Covid-19 pourrait multiplier les risques de mariages forcés et précoces pour les adolescentes<sup>45</sup>. Dans certaines situations, des familles pourraient envisager ces mariages comme un moyen de résoudre leurs difficultés financières, de donner une meilleure vie à leurs filles ou de les protéger dans un environnement instable<sup>46</sup>. Les mariages forcés et précoces augmentent les risques qu'une fille souffre de violences domestiques et que son éducation et ses perspectives économiques soient perturbées<sup>47</sup>.

## **Réduction des perspectives économiques et entrepreneuriales des femmes**

Outre une probable perte de revenus, les impacts économiques de la pandémie sur les femmes et les filles pourraient être vastes et durables. Certaines répercussions sont déjà visibles aujourd'hui. Les flux financiers nets vers les pays en développement ont dramatiquement chuté : depuis le début de l'épidémie, ils ont diminué de 60 %,

42 Tuab, Amanda, « A New COVID-19 Crisis: Domestic Abuse Rises Worldwide », New York Times, avril 2020, <https://www.nytimes.com/2020/04/06/world/coronavirus-domestic-violence.html>.

43 ONU Femmes, « La violence à l'égard des femmes, cette pandémie fantôme », avril 2020, <https://www.unwomen.org/fr/news/stories/2020/4/statement-ed-phumzile-violence-against-women-during-pandemic>.

44 Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Unseen But Not Unheard: Sexual and Gender-based Violence in Humanitarian Crises », décembre 2016, <https://www.unocha.org/story/unseen-not-unheard-sexual-and-gender-based-violence-humanitarian-crises>. Dans le monde, le nombre de personnes ayant souffert de GBV est bien supérieur aux estimations officielles, car ces faits sont peu dénoncés, surtout pendant les crises humanitaires ou dans les pays avec des infrastructures sanitaires, légales et sociales défaillantes.

45 Inter-Agency Steering Committee, « Guidelines for Integrating Gender-based Violence Interventions in Humanitarian Action: Reducing Risk, Promoting Resilience, and Aiding Recovery », 2015, [https://gbvguidelines.org/wp/wp-content/uploads/2015/09/2015-IASC-Gender-based-Violence-Guidelines\\_lo-res.pdf](https://gbvguidelines.org/wp/wp-content/uploads/2015/09/2015-IASC-Gender-based-Violence-Guidelines_lo-res.pdf).

46 IRC, « Private Violence, Public Concern », janvier 2015, <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/564/ircpvpcfinalen.pdf>.

47 Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, « Child, Early and Forced Marriage, Including in Humanitarian Settings », <https://www.ohchr.org/en/issues/women/wrgs/pages/childmarriage.aspx>.



Crédit : CARE Guatemala

« Le Covid-19 nous a impacté économiquement et émotionnellement. Nous ne pouvons plus vendre nos produits et nos revenus ont baissé. Le pire serait que nous devions fermer notre commerce.

Des membres de ma famille ont été suspendus ou licenciés. Si la nourriture vient à manquer, nous ne savons pas comment nous allons nourrir nos enfants. »

*Gilda, présidente d'une coopérative de femmes guatémaltèques qui fabrique des produits à base de soja. De nombreuses femmes de la communauté travaillent dans cette coopérative qui produit des aliments très protéinés pour combattre la malnutrition dans leur communauté.*

contre 25 % pendant la crise économique de 2008<sup>48</sup>. La pandémie a poussé de nombreux pays à suspendre temporairement le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement se sont effondrées, entraînant la perte de moyens d'existence pour des millions de personnes<sup>49</sup>. La Banque mondiale estime que les remises migratoires vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire vont chuter de presque 20 %, ce qui aura des conséquences dévastatrices pour ceux dont la survie en dépend<sup>50</sup>. Même si ces catastrophes n'épargnent personne, les crises sanitaires précédentes ont démontré que les répercussions économiques sont particulièrement durables et étendues pour les femmes et les filles. En 2014-16, pendant l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, les restrictions de déplacement pour les biens et les individus se sont révélées des obstacles aux activités économiques des femmes et des filles, à la fois entre communautés et transfrontalières, ainsi qu'à leur capacité à cultiver leurs terres et à prendre part à d'autres activités agricoles<sup>51</sup>. Par conséquent, les femmes n'ont pas pu rembourser leurs emprunts aux Associations villageoises d'épargne et de crédit (VSLA), ce qui a fait diminuer les capitaux des associations et mis en danger les perspectives économiques sur le long terme des femmes et des filles<sup>52</sup>.

Les bénéficiaires des programmes de CARE commencent déjà à sentir les répercussions. Au Sri Lanka, environ 90 % des entrepreneuses bénéficiaires des projets d'entrepreneuriat féminin de CARE ont vu leurs revenus diminuer ces dernières semaines et 90 % d'entre elles déclarent que leurs chaînes d'approvisionnement ont été perturbées. Les effets se font sentir au-delà des finances ; au Guatemala, les entrepreneuses déclarent qu'elles ont du mal à subvenir aux besoins de leur famille,

48 Ghosh, Jayati, « COVID-19 and the Global Economy », avril 2020, <https://m.youtube.com/watch?v=xtdyzljipmc>.

49 Kippenberg, Juliane, « COVID-19 Puts Millions of Global Supply Chain Workers at Risk », Human Rights Watch, avril 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/04/02/covid-19-puts-millions-global-supply-chain-workers-risk#>.

50 Banque mondiale, « Selon la Banque mondiale, les remises migratoires devraient connaître un repli sans précédent dans l'histoire récente », avril 2020, <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history>.

51 UN Development Group Western and Central Africa, « Socio-Economic Impact of Ebola Virus Disease In West African Countries », février 2015, <https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/ebola-westafrica.pdf>.

52 Ibid.

## Inclusion financière et accès aux services et produits financiers

L'inclusion financière est un pilier de l'autonomisation économique des femmes et des filles et, plus généralement, du développement durable<sup>54</sup>. Avoir accès à un compte en banque, à des produits et à des services comme l'épargne, les emprunts ou les assurances contribue à la prospérité : les personnes qui ont un compte en banque touchent un meilleur rendement sur leur épargne et ont plus de contrôle sur leurs actifs et leurs ressources. Et pourtant, malgré des années d'effort, l'écart d'accès aux services financiers entre les femmes et les hommes se maintient à 9 % pour les femmes dans les pays en développement, avec 980 millions de femmes qui n'ont actuellement pas de compte en banque<sup>55</sup>. Le Covid-19 va davantage compliquer l'accès des femmes et des filles aux services bancaires. Comme mentionné plus haut, les femmes et les filles seront les premières et les plus touchées par les répercussions économiques de la pandémie. Elles auront par conséquent des difficultés à régler leurs dettes. Par ailleurs, l'informalité des activités économiques de nombreuses femmes et filles implique qu'elles sont susceptibles d'être considérées comme « à haut risque » et de se voir refuser des prêts avec différés ou à taux avantageux ou des subventions pour maintenir et remettre à flot leurs activités<sup>56</sup>.

La pandémie continuera d'impacter l'inclusion financière informelle des femmes et des filles, à travers les groupements d'épargne par exemple. CARE travaille depuis 1991 avec les femmes pour mettre en place des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) AVEC qui ont démontré leur efficacité en matière d'autonomisation économique, sociale et politique des femmes<sup>57</sup>. Malheureusement, la crise du Covid-19 pourrait sérieusement impacter le réseau mondial de CARE de 8,4 millions de membres des AVEC, dont 80 % sont des femmes. Les effets négatifs du Covid-19 sur les membres pourraient les empêcher d'investir dans leur groupe ou de rembourser leur prêt, décapitalisant alors les AVEC<sup>58</sup>. Les groupes ne sont plus en mesure de se réunir, ce qui va ébranler leur cohésion sociale et celle des communautés aussi<sup>59</sup>.

L'inclusion financière, et particulièrement les AVEC, peut aider les communautés et les familles à surmonter la crise du Covid-19. Les groupements d'épargne sont déjà en train de se mobiliser pour une réponse plus rapide ; ils diffusent des informations sanitaires essentielles et créent des fonds d'épargne de crise pour que leur communauté tienne le coup pendant la pandémie.

L'épargne arrive en tête des moyens que la population mondiale pense utiliser pour faire face à la crise, selon une enquête récente de BFA Global<sup>60</sup>. Se concentrer sur l'inclusion financière et des mesures de stabilité financière plus importantes, comme les régimes de protection sociale, pourrait renforcer l'égalité des genres et contrer la pauvreté. Stabiliser les revenus des femmes et filles les plus vulnérables grâce à des transferts en espèces permettrait de garantir qu'elles peuvent continuer à vivre dignement pendant la crise. Les transferts en espèces en ligne pourraient aider les populations vulnérables tout en respectant les mesures de distanciation sociale. Donc, les décideurs et décideuses et les gouvernements doivent maintenir les fournisseurs de services numériques pendant la crise, à la fois les fournisseurs de services financiers et les réseaux mobiles.

53 CARE, entretiens avec les bénéficiaires des programmes par Chrysalis, Sri Lanka, affilié de CARE, avril 2020.

54 Les Nations Unies ont identifié l'indépendance économique des femmes comme un aspect essentiel de 7 des 17 objectifs de développement durable. Cf. UN Sustainable Development Goals Knowledge Platform, <https://sustainabledevelopment.un.org/?menu=1300>.

55 Banque mondiale, « Base de données Global Findex 2017 », 2017, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29510/211259ovFR.pdf>.

56 Ibid.

57 CARE, « Unlocking Access, Unleashing Potential: Empowering 50 Million Women and Girls Through VSLAs by 2030 », octobre 2019, [https://www.care.org/sites/default/files/documents/vsla\\_unlocking\\_access.pdf](https://www.care.org/sites/default/files/documents/vsla_unlocking_access.pdf).

58 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, « The Impact of Ebola Virus Disease on Village Savings and Loans Associations Montserrat, Margibi, Bong and Lofa Counties », décembre 2014, [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/emergencies/docs/VSLA%20Rapid%20Assessment\\_December%2019%202014.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/VSLA%20Rapid%20Assessment_December%2019%202014.pdf).

59 SEEP, « Savings Groups and COVID-19 », <https://mangotree.org/Resource/Savings-Groups-and-COVID-19>.

60 BFA Global, « Taking the COVID-19 Temperature in Emerging Markets », mars 2020, <https://bflaglobal.com/insight-type/blogs/taking-the-covid-19temperature-in-emerging-markets-a-dipstick-survey-to-draw-early-insights-about-impact-to-livelihoods>.





Joyce Fideris, membre d'une AVEC en Tanzanie. Crédit : Alessandra Silver / CARE

## Au travail et à la maison : des normes sociales profondément ancrées

Le risque que la pandémie du Covid-19 et ses conséquences économiques creusent des normes de genre discriminantes qui impacteront la vie des femmes et des filles aux court et long termes est réel<sup>61</sup>. À l'échelle du foyer, certaines femmes et filles vivant dans des situations de crise humanitaire et de développement n'ont pas de pouvoir dans les prises de décisions. Les données disponibles montrent que plus les femmes et les filles sont intégrées dans le monde du travail, plus elles ont de poids dans les prises de décisions<sup>62</sup>. Si le Covid-19 venait à réduire la capacité des femmes et des filles à contribuer financièrement à leur foyer, leur pouvoir de décision diminuerait proportionnellement et, par conséquent, elles seraient plus dépendantes des hommes du foyer et plus exposées aux violences domestiques.

Forcées de faire des compromis économiques, certaines familles pourraient décider de retirer leurs enfants de l'école, parce qu'elles ne peuvent pas payer les frais ou parce qu'elles ont l'intention de faire travailler leurs enfants. Lorsque les familles sont confrontées à ce choix, les normes sociales qui assignent aux filles une valeur inférieure à celle des garçons ou qui augmentent leur fardeau des soins impliquent que les filles seront retirées de l'école avant les garçons<sup>63</sup>. Même une interruption temporaire de sa scolarité peut signifier qu'une fille ne retournera pas à l'école, impactant négativement ses perspectives économiques et de santé pour le reste de sa vie<sup>64</sup>.

61 Les normes de genre sont les règles officielles qui régissent le comportement des hommes et des femmes et dictent les attentes sociales. Cf. Overseas Development Institute, « Social Norms, Gender Norms and Adolescent Girls: A Brief Guide », septembre 2015, <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odiassets/publications-opinion-files/9818.pdf>.

62 CARE, « COVID-19 Rapid Gender Analysis, Middle East and North Africa Region », avril 2020, <http://careevaluations.org/evaluation/covid-19-rapidgender-analysis-middle-east-and-north-africa-region/>.

63 CARE, « Women and Girls in Emergencies 2018 Report », 2018, [https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE\\_Women-and-girls-in-emergencies\\_2018.pdf](https://insights.careinternational.org.uk/media/k2/attachments/CARE_Women-and-girls-in-emergencies_2018.pdf).

64 Coalition for Women's Economic Empowerment & Equality, « COVID-19 and Women's Economic Empowerment », [https://www.care.org/sites/default/files/cweee\\_covid\\_and\\_wee\\_brief\\_final.pdf](https://www.care.org/sites/default/files/cweee_covid_and_wee_brief_final.pdf).



La pandémie et sa réponse sont aussi susceptibles d'impacter les perspectives économiques des femmes et des filles en dehors du foyer. Comme de moins en moins de femmes et de filles sont représentées dans les instances de prises de décisions, le risque que les entités économiques, financières et politiques n'adoptent pas une approche genrée pour leurs plans de relance est élevé. Par conséquent, les programmes et mesures de relance économique favoriseront probablement l'économie formelle dans laquelle il y a moins de femmes ou négligeront de soutenir des services essentiels pour le bien-être des femmes et des filles. D'une part, le ralentissement de l'économie dû au Covid-19 va réduire le nombre d'emplois disponibles et, d'autre part, les normes sociales qui définissent les hommes comme les soutiens de familles leur donneront la priorité pour occuper les emplois restants. Les femmes n'auront sans doute plus accès à l'économie formelle et seront forcées de travailler dans des secteurs à haut risque, comme les emplois à la tâche ou informels, comme le travail domestique ou du sexe.

Les femmes ont déjà moins accès aux ressources et aux informations en ligne que les hommes. Dans le monde, elles ont 10 % moins accès que les hommes aux portables et à internet, et l'écart est plus important encore dans les communautés rurales<sup>65</sup>. Cela signifie que les femmes ont moins la possibilité de faire du commerce en ligne, d'avoir accès à des réseaux ou de créer des nouvelles opportunités pour leurs activités, réduisant considérablement leur capacité à adapter leur entreprise pendant et après la pandémie.

## **Les implications du financement de la réponse au Covid-19 pour l'autonomisation économique des femmes**

Les gouvernements du monde entier doivent lever des fonds s'ils veulent mettre en place une réponse efficace au Covid-19. Ils doivent le faire de manière équitable pour éviter les répercussions négatives sur l'indépendance économique des femmes et des filles ; et plus important encore, ce doit être fait en reconnaissant le rôle vital de celles-ci dans l'économie, en préservant leur vie et leurs moyens d'existence et en instaurant l'égalité des genres. Ces cinq dernières années, des études ont montré qu'investir dans l'égalité des genres peut profiter à l'économie. Si les femmes participaient autant que les hommes à l'économie, leurs activités pourraient produire 28 billions de dollars supplémentaires, c'est-à-dire 26 % du PIB mondial<sup>66</sup>.

Au niveau national, les décideurs et décideuses devront augmenter la production de richesse pour financer la réponse à la crise. Ces décisions auront des répercussions sur les droits des femmes et des filles. Augmenter le produit domestique grâce à l'impôt dégressif, comme la TVA qui prélève le même montant à tout le monde, peu importe ses revenus, et pèse ainsi plus lourd sur les personnes pauvres tout en bénéficiant aux personnes riches, serait un choix facile, mais qui aurait des impacts genrés considérables et qui creuserait les inégalités. En revanche, des formes d'impôts progressifs, comme sur la richesse, les revenus de société ou les transactions financières, sont des moyens plus équitables d'augmenter le produit domestique. Lorsque les gouvernements prennent des mesures sur les impôts et le produit domestique, ils doivent être conscients des implications genrées, pour éviter que les femmes et les filles les plus vulnérables ne paient une part de leurs revenus proportionnellement plus élevée que les autres pour récupérer de la crise.

Au niveau international, l'aide continue de jouer un rôle crucial et unique en complétant les efforts financiers. Les pays donateurs doivent tenir leurs engagements de longue date de dépenser 0,7 % de leur revenu national brut pour le développement durable. Des stratégies de couverture de santé universelle et de relance économique demandent des fonds, mais maintenir les financements pour l'autonomisation des femmes est également primordial. Cela inclut de financer les organisations œuvrant pour les droits des femmes et les services sur lesquels les femmes les plus vulnérables s'appuient : santé, éducation, protection sociale. Lorsque les décideurs et décideuses envisagent de nouveaux investissements, ils doivent adopter une approche genrée qui garantit que les femmes sont prises en compte dans les décisions concernant ces programmes<sup>67</sup>.

65 GSMA « The Mobile Gender Gap Report 2018 » 2018,

[https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wpcontent/uploads/2018/04/GSMA\\_The\\_Mobile\\_Gender\\_Gap\\_Report\\_2018\\_32pp\\_WEBv7.pdf](https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wpcontent/uploads/2018/04/GSMA_The_Mobile_Gender_Gap_Report_2018_32pp_WEBv7.pdf).

66 McKinsey Global Institute, « The Power of Global Gender Parity Report », 2015, <https://urlz.fr/ck60>.

67 Dercon, Stefan, « No-Regret Policies for the COVID-19 Crisis in Developing Countries », Center for Global Development, avril 2020,

Tous les types de ressources sont nécessaires pour financer une réponse équitable au Covid-19, y compris le financement non concessionnel et les ressources des entreprises et du secteur privé. Cependant, il est crucial d'adopter une approche équitable et genrée au moment d'évaluer la mobilisation des ressources. Le Covid-19 a aggravé les vulnérabilités liées à l'endettement des pays. La baisse des prix des produits de base, combinée avec les coûts d'emprunt en hausse pour les pays les plus pauvres à un moment où les sorties de capitaux depuis les pays en développement montent en flèche, contribue aux conditions précaires des gouvernements emprunteurs<sup>68</sup>. La crise de la dette mondiale requiert plus que jamais une réponse multilatérale coordonnée, en incluant les créanciers du secteur privé<sup>69</sup>. Une réponse équitable doit inclure l'annulation de tous les règlements de dettes prévus en 2020, et idéalement ceux de 2021 aussi, pour tous les pays du Sud qui ont en besoin. Les règlements de dettes doivent être définitivement annulés et les pays dans le besoin doivent avoir accès à des financements concessionnels d'urgence qui n'alourdissent pas leurs dettes. Une solution durable implique le développement d'un processus de restructuration systématique de la dette sur le long terme, sous l'égide de l'ONU<sup>70</sup>.

## Recommandations

La communauté mondiale doit immédiatement agir de manière décisive et équitable pour empêcher la pandémie et ses répercussions économiques et financières d'aggraver les inégalités de genre et de faire reculer des années de progrès en faveur des droits et de la justice économique pour les femmes, les filles et d'autres groupes vulnérables. Cette crise sanitaire mondiale est l'occasion de reconstruire les systèmes et les sociétés de manière plus inclusive, mais seulement si l'égalité des genres est au centre de la relance et de la réponse économique et financière.

Donc, les gouvernements, les décideurs et décideuses internationaux et régionaux, les partenaires économiques et le secteur privé doivent placer les femmes et les filles au centre de leur réponse à la crise socio-économique en :

1. **prenant le genre en compte dans la réponse économique**, grâce à une analyse et un suivi genrés de la réponse au Covid-19 et des effets de la pandémie, en incluant des exemples grâce à des données désagrégées par genre, âge et autres facteurs ;
2. **faisant des femmes et des filles une priorité parce que c'est juste et parce qu'elles aident les communautés à rebondir et évoluer**, grâce à des stratégies et des financements de relance économique à court et long termes, en portant une attention particulière sur les femmes pauvres et marginalisées ;
3. **garantissant que les femmes peuvent se faire entendre, ont des postes de pouvoir et sont représentées à égalité avec les hommes dans les processus et les instances de prises de décisions**, et en s'engageant aux côtés des organisations œuvrant pour les droits des femmes, des groupes communautaires et de la société civile pour soutenir leurs efforts en tant que première ligne de défense et instigateurs d'une société post-Covid-19 plus inclusive.

CARE s'appuie sur cette analyse pour expliquer ci-dessous comment intégrer une approche genrée et des aspects spécifiques de l'indépendance économique des femmes dans la réponse financière et économique au Covid-19. Les décideurs internationaux et les gouvernements doivent au moins prendre ces recommandations en compte. CARE les complètera avec des suggestions plus exhaustives pour une relance économique et financière centrées sur les femmes et les filles.

---

<https://www.cgdev.org/publication/no-regret-policies-covid-19-crisis-developing-countries>.

68 Jubilee Debt Campaign, « Un jubilé de la dette pour lutter contre la crise sanitaire et économique du Covid-19 », avril 2020, [https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2020/04/International-statement\\_French\\_04.20-4.pdf](https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2020/04/International-statement_French_04.20-4.pdf).

69 UN Conference on Trade and Development, « From the Great Lockdown to the Great Meltdown: Developing Country Debt in the Time of Covid-19 », avril 2020, [https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/gdsinf2020d3\\_en.pdf](https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/gdsinf2020d3_en.pdf).

70 Jubilee Debt Campaign, « Un jubilé de la dette pour lutter contre la crise sanitaire et économique du Covid-19 », avril 2020, [https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2020/04/International-statement\\_French\\_04.20-4.pdf](https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2020/04/International-statement_French_04.20-4.pdf).

## Les gouvernements nationaux et locaux doivent :

1. **Prendre en compte le genre dans l'action et les stratégies politiques**, en incluant l'analyse, le suivi et l'évaluation. Cela nécessite des données désagrégées par genre et autres facteurs et l'intégration des marqueurs genre lorsque cela est possible.
2. **Faire des femmes et des filles une priorité dans les plans de relance et de la réponse au Covid-19**, immédiatement ainsi que sur le long terme, en prenant en compte le genre et en garantissant que les plans de relance économique et de redressement intègrent les identités croisées des bénéficiaires. Cela inclut :
  - de garantir que ces plans ne bénéficieront pas uniquement aux travailleurs et travailleuses à plein temps de l'économie formelle, mais aussi à ceux et celles qui travaillent à mi-temps et / ou à la tâche ou dans l'économie informelle, les petits propriétaires agricoles, ainsi que les femmes et les filles qui travaillent à plein temps à la maison ;
  - de prendre en compte les besoins spécifiques des foyers dirigés par des femmes : garde d'enfants gratuite ou subventionnée pour que les femmes puissent aller au travail ou travailler à distance par exemple ;
  - de prendre en compte le fardeau inégal des soins des femmes et des filles pour garantir qu'elles ne sont ni désavantagées ni ne font face à des normes injustes renforcées ;
  - de fournir une aide inconditionnelle supplémentaire et / ou sur le long terme, particulièrement sous la forme d'espèces ou de bons, pour aider les foyers à faire face pendant la pandémie et réduire leur dépendance à des mécanismes d'adaptation négatifs et étendre cette aide à des populations jusque-là oubliées ;
  - d'envisager les AVEC comme des mesures complémentaires de la protection sociale pour les groupes les plus vulnérables ;
  - d'avoir conscience des besoins différents qu'ont, d'une part, les entrepreneurs et entrepreneuses et, d'autre part, les propriétaires, hommes et femmes, de petits commerces ;
  - de limiter les répercussions économiques en donnant la priorité à la protection des emplois et des moyens d'existence des femmes et en mettant en place des mesures de protection face au risque accru de violences domestiques à la maison, qui est aussi le lieu de travail de beaucoup de femmes ;
  - de ratifier la Convention (n°190) sur la violence et le harcèlement et la Recommandation 206, qui vise à éliminer la violence et le harcèlement sur le lieu de travail. La Convention protège aussi ceux et celles qui travaillent à la maison, inclut les communications en ligne dans sa définition du « lieu de travail » et recommande aux gouvernements et aux employeurs de prendre en compte les effets des violences domestiques sur les employés ;
  - de continuer de financer les programmes d'indépendance économique des femmes et les services qui soutiennent les femmes et les filles, dont une couverture de santé universelle et un accès total à la santé sexuelle et reproductive, la prévention des violences basées sur le genre, les efforts de réponses et les initiatives pour l'éducation des filles. Cela inclut :
    - de garantir que les nouveaux investissements prennent le genre en compte et que les femmes participent à la conception de ces programmes et aux prises de décisions les concernant ;
    - de mettre en place un allègement fiscal immédiat des impôts sur la consommation des produits de première nécessité, comme la nourriture et l'électricité, et d'augmenter les formes d'impôts progressifs, comme les impôts sur la richesse, les revenus des sociétés et les transactions financières ;
    - de développer l'économie et les infrastructures de soins rémunérés, qui soutiennent la croissance du PIB, puisqu'elles permettent à plus de femmes et de filles de prendre part au travail rémunéré, améliorent l'égalité des genres et augmentent le bien-être des femmes et des filles<sup>71</sup>.

<sup>71</sup> Cf. ONU Femmes, « L'autonomisation économique : quelques faits et chiffres », <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figures>.

3. **Garantir que les femmes peuvent se faire entendre et ont des postes de pouvoir** dans la réponse économique et financière au Covid-19. Cela inclut :
  - de développer des programmes pour remettre en question les normes et les stéréotypes de genre, en encourageant le partage des tâches et en informant sur les manières de gérer les situations stressantes ;
  - de rendre les instances financières, sanitaires, politiques et de prises de décisions paritaires et inclusives ;
  - de s'engager aux côtés des organisations de la société civile œuvrant pour les droits des femmes et des groupes communautaires pour soutenir leurs efforts en tant que première ligne de défense et instigateurs d'une société post-Covid-19 plus inclusive.

## **Une réponse mondiale genrée et équitable au Covid-19 doit :**

1. **Prendre en compte le genre dans l'analyse, les programmes, la collecte de données, le suivi et l'évaluation.** Cela inclut :
  - de soutenir les gouvernements nationaux pour qu'ils désagrègent davantage les données par genre, âge et autres facteurs ;
  - de conduire des analyses par âge, handicap et genre des marchés principaux (emploi, produits alimentaires de base, services relatifs à la réponse au Covid-19), en accordant une attention particulière aux besoins et aux risques des femmes, des filles et d'autres groupes occupant des emplois à haut risque.
2. **Faire des femmes et des filles une priorité dans le redressement sur le court terme et les stratégies de relance économique sur le long terme,** les considérer comme actrices du changement et maintenir les financements pour les programmes d'indépendance économique des femmes et les services essentiels pour elles. Cela inclut :
  - de centrer sur le genre les modalités d'aide humanitaire, comme les espèces et les bons, pour garantir qu'elles ne nuisent pas et, au contraire, améliorent vraiment les rôles économique et social des femmes<sup>72</sup> ;
  - de garantir que les pays pauvres ont accès à des financements d'urgence concessionnels. Les pays donateurs doivent immédiatement tenir leur engagement de longue date de dépenser 0,7 % de leur revenu national brut pour l'aide humanitaire et prioriser les individus et les pays les plus vulnérables dans leur aide publique au développement. Les nouveaux investissements doivent inclure une approche genrée qui garantit que les femmes sont prises en compte dans la conception et les décisions concernant ces programmes ;
  - de fournir une réponse multilatérale coordonnée aux vulnérabilités liées à l'endettement en annulant définitivement tous les règlements de dettes prévus en 2020-2021, en incluant les créanciers du secteur privé, pour tous les pays du Sud qui en ont besoin. Par ailleurs, un processus de restructuration systématique de la dette sur le long terme doit être développé sous l'égide de l'ONU.
  - de permettre des moratoires sur le paiement des intérêts des prêts bancaires, particulièrement ceux des femmes, comme les prêts pour les entrepreneuses, les petites propriétaires agricoles et les groupements d'épargne ;
  - de soutenir les AVEC dans leur diffusion d'informations essentielles sur le Covid-19 et leur formation de fonds d'épargne d'urgence pour la communauté ;
  - d'adopter et d'appliquer les recommandations des *Savings Groups and Covid-19* du SEEP qui indiquent comment soutenir les AVEC et d'autres groupements d'épargne pendant la crise du Covid-19<sup>73</sup> ;
  - de soutenir les entrepreneuses grâce à une aide financière immédiate sous la forme : de subventions en liquide pour payer les dépenses des activités ; d'augmentation de la flexibilité ; de taux d'intérêt réduits ; d'une période de répit pour les prêts commerciaux ; d'exigences de garanties alternatives pour augmenter l'accès des entrepreneuses aux

<sup>72</sup> Par exemple, prendre des mesures pour garantir que la distribution d'espèces ou de bons n'engendre pas une augmentation des GBV et / ou des violences domestiques. Cf. « Cash & Voucher Assistance and GBV Compendium: Practical Guidance for Humanitarian Practitioners », <https://gbvguidelines.org/en/documents/cashvoucher-assistance-and-gbv-compendium-practical/>.

<sup>73</sup> SEEP, « Savings Groups and COVID-19 », <https://mangotree.org/Resource/Savings-Groups-and-COVID-19>.



financements ; du maintien des investissements dans les entrepreneuses pendant et après la crise ;

- que les fournisseurs de services numériques et financiers et les réseaux mobiles continuent à travailler pour que les populations puissent avoir accès aux solutions numériques et à de l'assistance.

**3. Garantir que les femmes peuvent se faire entendre et ont des postes de pouvoir dans la réponse économique et financière au Covid-19.** Cela inclut :

- de rendre les instances de décisions inter institutions paritaires et inclusives ;
- de s'engager de manière significative avec les organisations œuvrant pour les droits des femmes et de la société civile et de travailler avec des acteurs divers, dont ceux du secteur privé, pour développer une réponse uniforme.



Mareen Buschmann et Sarah Fuhrman ont rédigé cette note de positionnement pour CARE. Les autrices souhaitent remercier les personnes suivantes pour leur appui dans la production de ce rapport : Hester Le Roux, Francesca Rhodes, Paulien Boone, Alex Eastham, Gayatri Patel, Christian Pennotti, Delphine Pinault, Katherine Nightingale.

Traduction en français de Camille Singlis-Maguer

Si vous désirez obtenir davantage d'informations, vous pouvez contacter :  
Mareen Buschmann, Responsable plaidoyer et politique, Autonomisation économique des femmes  
[buschmann@careinternational.org](mailto:buschmann@careinternational.org)

Sarah Fuhrman, Spécialiste de la politique humanitaire  
[sarah.Fuhrman@care.org](mailto:sarah.Fuhrman@care.org)

## **CARE International UK**

9<sup>th</sup> floor, 89 Albert Embankment  
London, SE7 1TP  
+44 (0)20 7091 6000  
Organisation caritative enregistrée sous le numéro : 292506